



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 28 novembre 2011 (1.12)
(OR. en)**

17717/11

**CRIMORG 228
COPEN 346
EJN 176
EUROJUST 207**

NOTE POINT "I/A"

du : Secrétariat général

au: Coreper/Conseil

n° doc. préc.: 15815/1/11 REV 1 CRIMORG 190 COPEN 283 EJN 138 EUROJUST 164

Objet: Suivi des rapports d'évaluation sur la quatrième série d'évaluation mutuelles:
l'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures
correspondantes de remise entre États membres
- Rapport de la présidence

1. À la suite de l'adoption de l'action commune du 5 décembre 1997, un mécanisme d'évaluation de l'application et de la mise en œuvre au niveau national des engagements internationaux en matière de lutte contre la criminalité organisée a été instauré. Le 11 juin 2005, le groupe multidisciplinaire sur la criminalité organisée a adopté le thème de la quatrième série d'évaluations¹ mutuelles, à savoir "L'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures correspondantes de remise entre États membres".

¹ Doc. 9602/05 - Débat d'orientation sur un exercice d'évaluation mutuelle proposé.

2. Le processus d'évaluation proprement dit s'est déroulé pendant la période allant de mars 2006 à avril 2009. Après chaque visite d'évaluation d'un État membre, un rapport était dressé. Chaque rapport contenait une description factuelle des structures organisationnelles et des pratiques juridiques de l'État membre faisant l'objet de l'évaluation, que celui-ci intervienne en tant qu'État d'émission ou en tant qu'État d'exécution. Au terme de la quatrième série, un rapport final sur la quatrième série d'évaluations mutuelles assorti de recommandations (ci-après dénommé "rapport final") a été adopté par le Conseil les 4 et 5 juin 2009¹. La recommandation n° 20 du rapport final indique que, en réponse à la lettre de la présidence, chaque État membre communiquera au Conseil, avant la mi-2011, des informations sur les actions et mesures entreprises ou envisagées en réponse aux recommandations qui lui sont adressées dans ce rapport ainsi que dans les rapports par pays. La recommandation stipule que le résultat pourrait être transmis au Conseil sous la forme d'un rapport de la présidence devant être présenté avant la fin de 2011 et contenant, le cas échéant, des recommandations d'ordre général ou destinées à certains États membres.
3. Vingt-trois États membres (BE/BG/CZ/DE/DK/EE/ES/ FR/LV/LT/LU/HU/NL/AT/PL/PT/SI/FI/SE/IE/RO/SK/IT) ont répondu à la lettre de la présidence en demandant des informations actualisées au sujet des recommandations. Sur la base des informations reçues des États membres, la présidence a élaboré un rapport, qui a été débattu lors de la réunion du groupe "Coopération en matière pénale" du 4 novembre 2011. Une version révisée a été présentée lors de la réunion du CATS du 25 novembre 2011.
4. *Compte tenu de ce qui précède, il est demandé au Coreper d'inviter le Conseil à prendre acte du rapport de la présidence figurant dans le document 15815/1/11 REV 1 CRIMORG 190 COPEN 283 EJN 138 EUROJUST 164.*

¹ 8302/4/09 REV 4 CRIMORG 55 COPEN 68 EJN 24 EUROJUST 20.